



Sans oublier

Management représentatif

La résolution de la crise économique et écologique nécessitera une forte démocratisation des entreprises. En soutenant cette thèse, la politiste Isabelle Ferreras ne prétend pas faire revivre la démocratie directe. Il s'agit plutôt de défendre un programme de transition qui ferait pénétrer dans l'entreprise la logique de la démocratie représentative, selon le modèle inauguré au XVII^e siècle par la révolution anglaise. De même que les Anglais ont institué le système d'équilibre entre la Chambre des lords et la Chambre des communes, de même les entreprises devraient être gouvernées à partir d'un compromis entre une « *Chambre des représentants des apporteurs de capital* » et une « *Chambre des représentants des investisseurs en travail* » que sont les salariés. Le gouvernement ou management de l'entreprise serait obligé d'obtenir la majorité dans chaque Chambre pour édicter la loi. Alors que les salariés veulent participer aux décisions, et que l'économie des services implique de nouvelles relations avec les consommateurs, la démocratie doit décidément forcer les portes de l'entreprise. Après un bilan critique des tentatives antérieures de démocratisation partielle, comme la « *cogestion* » allemande, l'auteur anticipe les objections à son projet sur deux fronts : contre les anticapitalistes, qui le jugeront trop réformiste, et contre tous ceux qui le trouveront incompatible avec l'efficacité économique. ■ **Serge Audier**

► **Gouverner le capitalisme ?**, d'Isabelle Ferreras,
PUF, 292 p., 18 €.

Isabelle
Ferreras
Gouverner
le capitalisme ?